

"N'avons-nous rien de plus urgent?" : Interview

Autor(en): **Leuenberger, Moritz / Zünd, Marianne / Buchs, Matthieu**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 2

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-642818>

Nutzungsbedingungen

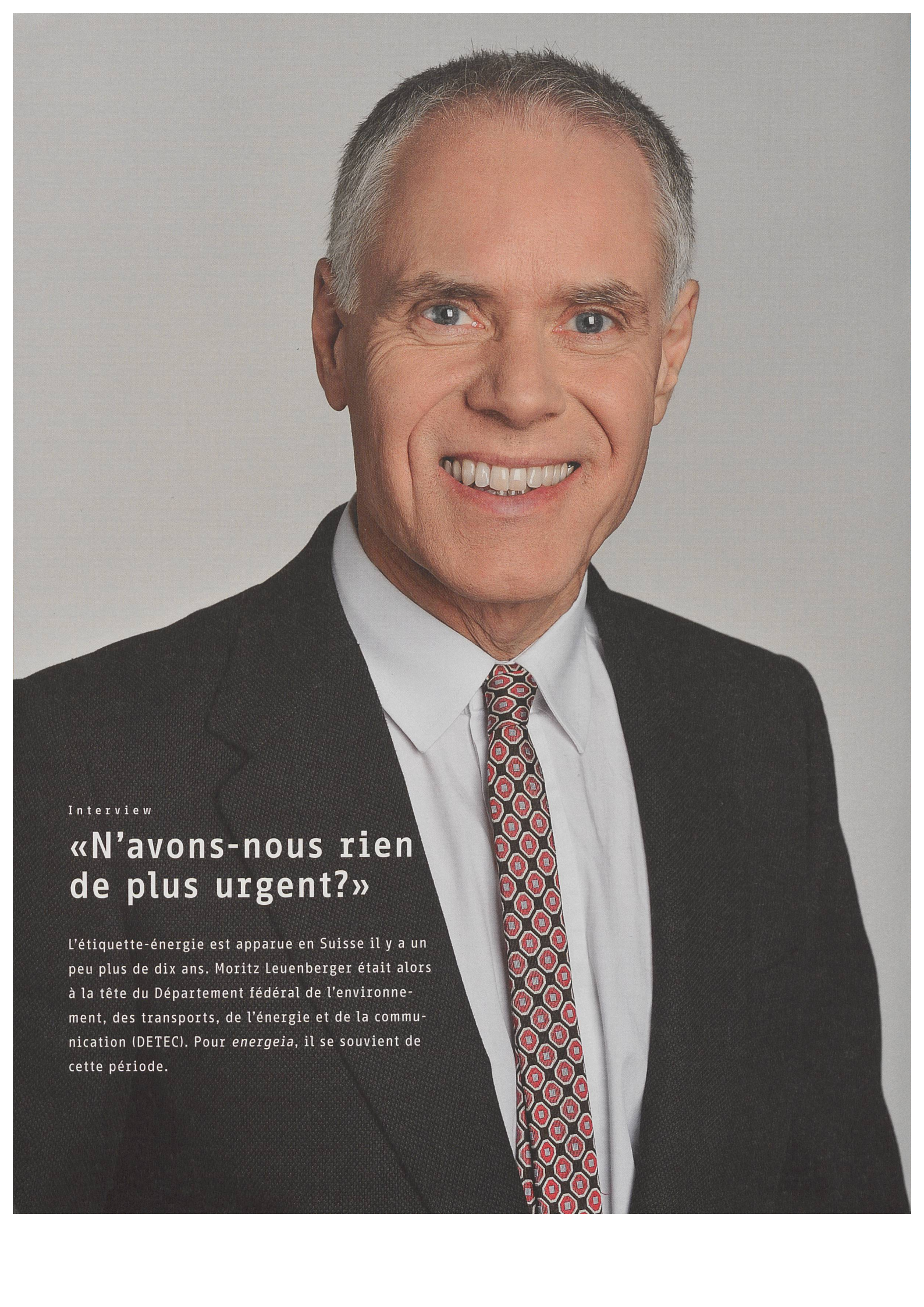
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A portrait of Moritz Leuenberger, a middle-aged man with short, graying hair and a friendly smile. He is wearing a dark suit jacket, a white dress shirt, and a patterned tie with red, black, and white geometric shapes. The background is a plain, light gray.

Interview

«N'avons-nous rien de plus urgent?»

L'étiquette-énergie est apparue en Suisse il y a un peu plus de dix ans. Moritz Leuenberger était alors à la tête du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Pour *energeia*, il se souvient de cette période.

Monsieur Leuenberger, vous avez présidé aux destinées du DETEC durant 15 ans (de novembre 1995 à octobre 2010). Quel dossier énergétique vous a laissé le souvenir le plus marquant?

La votation populaire sur le centime solaire. Les Chambres avaient concocté, avec notre aide, un très bon projet. Mais après la votation finale au Parlement, des associations économiques ont remué ciel et terre – avec beaucoup d'argent – pour faire capoter le projet. Les mêmes parlementaires qui l'avaient défendu

« L'idéal de la collectivité est que les gens agissent par conviction. »

avec force au Conseil des Etats s'y sont ensuite opposés. Sans cela, la percée des énergies renouvelables serait bien plus avancée aujourd'hui. Nous aurions atteint un niveau au moins comparable à celui de l'Allemagne.

Vous avez toujours été convaincu de l'importance de l'efficacité énergétique. Rien d'étonnant, donc, à ce que sous votre houlette, la Suisse ait adopté l'étiquette-énergie pour les appareils électriques et pour les automobiles. L'étiquette est devenue obligatoire dans bien des cas il y a dix ans. Quel était à ce moment-là le sentiment dominant dans la population et au Parlement? Y a-t-il eu des résistances?

Le fait est que le projet a été adopté. Contre l'avis de la majorité, cela n'aurait pas été possible. Mais les résistances n'ont pas manqué. Je me rappelle les remarques critiques entendues jusque dans le débat au sein du Conseil fédéral, du genre: «Devons-nous vraiment nous occuper d'étiquettes? N'avons-nous rien de plus urgent?» En fait, il ne s'agit certes que d'une étiquette, mais elle représente rien de moins que la tentative de modifier l'attitude personnelle des consommateurs. Nous cherchons bien entendu à nous passer au maximum d'interdictions et de contraintes. Nous tablons donc sur le libre arbitre dans la législation, mais alors il faut affûter l'esprit critique pour ne

pas laisser toute la place aux arguments des producteurs et des vendeurs.

L'étiquette-énergie a été l'un des premiers instruments à s'appuyer sur la réglementation de l'UE dans le domaine de l'énergie. La politique de l'énergie doit-elle s'internationaliser pour réussir?

C'est un domaine où notre interdépendance apparaît clairement. Nous sommes loin de l'autarcie et pourtant nous pouvons également exporter. Pour cela, il faut être bien connecté avec nos voisins, au sens large du terme.

L'étiquette-énergie est en somme une déclaration de marchandise. En 2008, toujours durant votre mandat, s'y sont ajoutées les prescriptions obligatoires. Ces exigences minimales sont continuellement adaptées au progrès technique et elles font que des appareils consommant beaucoup d'énergie ne peuvent plus être commercialisés. Ce mélange de recommandations et d'interdictions est-il porteur d'avenir?

C'est en tout cas l'idée qui sous-tend toute notre législation, également dans la protection de l'environnement et en politique des finances: le libre choix comme base, puis des incitations et des soutiens à bien faire, enfin des sanctions comme recours ultime. L'idéal de la collectivité est que les gens agissent par conviction. Dans notre pays, on accepte

«L'étiquette-énergie représente rien de moins que la tentative de modifier l'attitude personnelle des consommateurs.»

d'éliminer séparément les vieux papiers et le carton, avec un taux de récupération plus élevé que dans des Etats qui prescrivent de le faire. Ou bien pensons à la politique du CO₂: sans les conventions préalables avec l'industrie du ciment, sans l'Agence de l'énergie pour l'économie ou la fondation Centime Climatique comme «avant-gardes volontaires», nous n'aurions sûrement pas réussi par la suite à faire passer la loi sur le

Profil

Né en 1946, **Moritz Leuenberger** a accompli des études de droit à l'Université de Zurich. Il a été avocat indépendant dans cette même ville de 1972 à 1991. Entre 1979 et 1995, il a siégé au Conseil national comme membre du parti socialiste. De 1991 à 1995, il a été membre du Conseil d'Etat du canton de Zurich, chef du dicastère de l'intérieur et de la justice. Elu au Conseil fédéral en 1995, il a dirigé durant 15 ans le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Depuis son retrait du gouvernement, il assume différents mandats. Il est en particulier membre du conseil d'administration d'Implenia, membre du Club d'inspiration de Greenpeace, curateur de la fondation Freidrich Ebert et président de la fondation Swiss Aviation.

CO₂ avec ses prescriptions. L'action volontaire des banques est également préconisée pour le moment dans la stratégie de l'argent propre. J'avoue que dans ce cas, j'adopterais des sanctions sans trop attendre...

Au Conseil national, il vous est arrivé de dire «Evoquer un objectif n'est pas difficile – le réaliser en revanche l'est.» Vous ne désirez pas vous exprimer au sujet du débat actuel sur l'énergie. Pouvez-vous quand même nous dire, à partir de votre riche expérience, où vous voyez les plus gros obstacles à la réalisation de la stratégie énergétique 2050?

L'acceptation massive par la population. La plupart des scénarios d'avenir énergétique, qu'ils soient élaborés par l'économie, par la science ou par l'Office fédéral de l'énergie, donnent des résultats très proches, à savoir que la transition serait tout-à-fait possible. La difficulté n'est pas dans les efforts techniques ou législatifs à fournir, mais dans la volonté générale de suivre vraiment la voie choisie sans perdre des yeux le but lointain du développement durable. Interview: Marianne Zünd et Matthieu Buchs